

# Exploiter les « renseignements de sources ouvertes » pour la libération de la Palestine

5 juin 2023 [Al-Shabaka](#), [Slider](#)



*Des Palestiniens et des militants de la solidarité protestent lors de la manifestation hebdomadaire du vendredi dans le quartier de Sheikh Jarrah, à Jérusalem, le 18 février 2022 - Photo : Oren Ziv/Activestills*

Par [Tariq Kenney-Shawa](#)

*Les données provenant de sources ouvertes ([OSINT](#), ou « Open Source Intelligence ») modifient la manière dont les informations sont partagées dans le monde. S'il est de plus en plus reconnu comme un moyen de dénoncer les crimes de guerre et les violations des droits, il est également utilisé comme un outil pour renforcer l'oppression étatique. Dans cette note politique, Tariq Kenney-Shawa, chargé de mission aux États-Unis, examine cette technologie révolutionnaire et propose des recommandations sur la manière de l'exploiter pour la libération des Palestiniens.*

## Vue générale

L'OSINT est en train de révolutionner le flux d'informations à travers le monde. Grâce à un processus de collecte, d'analyse et de partage de contenus accessibles au public en ligne – notamment des vidéos de téléphones portables, des messages sur les réseaux sociaux et des images satellite – les outils d'analyse OSINT révèlent des informations essentielles autrefois monopolisées par les autorités nationales.

De la Syrie à l'Ukraine, l'OSINT est utilisé pour révéler des crimes de guerre et des violations des droits de l'homme qui, autrement, seraient restés dans l'ombre. Dans un contexte de perte de confiance dans

les médias et les institutions gouvernementales, et face à la menace croissante de la désinformation, l'OSINT s'avère être un outil de plus en plus précieux pour faciliter la transparence et l'objectivité.

Cependant, malgré les possibilités de partage d'informations ostensiblement accessibles et ouvertes à tous qu'offre l'OSINT, les avantages de cette industrie en plein essor ne profitent pas à tout le monde de la même manière et pour les Palestiniens, l'essor de l'OSINT a eu un coût.

Cette note d'information replace la lutte palestinienne pour la libération dans le contexte de l'essor mondial de l'OSINT. Ce faisant, il explique comment l'OSINT a été utilisé à la fois comme un outil de libération pour tenir Israël responsable de ses crimes de guerre et de ses violations des droits de l'homme, et comme un moyen de renforcer l'oppression en promouvant la propagande mensongère israélienne.

Si les innovations de l'ère numérique ont mis en lumière la violence étatique, les forces répressives ont également coopté ces technologies.

Cette note politique recommande plusieurs mesures que les Palestiniens, leurs dirigeants et leurs alliés devraient prendre afin d'exploiter le potentiel de l'OSINT en tant qu'outil de libération et pour atténuer les risques posés par ceux qui sont déterminés à en faire une arme oppressive.

## **Origines historiques et mondiales de l'OSINT**

Si l'OSINT a atteint de nouveaux sommets à l'ère du numérique – qui évolue rapidement – il ne s'agit pas d'un phénomène récent. À la suite de l'attaque japonaise de 1941 sur Pearl Harbor, les États-Unis ont créé l'Office of Strategic Services (OSS) pour renforcer la collecte plus traditionnelle de renseignement.

À l'époque, le processus OSINT ressemblait à ce que nous connaissons aujourd'hui, bien que beaucoup plus laborieux. A la recherche de renseignements essentiels, les analystes de l'OSS [fouillaient](#) méticuleusement les coupures de presse et examinaient les images de mauvaise définition des formations ennemies.

Bien que l'OSINT ait été relégué au second plan par rapport aux services de renseignement plus classiques il a toujours fourni des moyens accessibles de découvrir et de partager des informations généralement considérées comme inaccessibles au grand public.

C'est la naissance du [journalisme citoyen](#) et de la génération des réseaux sociaux – au milieu de la [révolution verte](#) de 2009 en Iran et des soulèvements de 2011 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord – qui a ramené l'OSINT sur le devant de la scène.

Lorsque les manifestants sont descendus dans la rue dans toute cette région du monde, des millions de personnes ont eu recours aux réseaux sociaux pour s'organiser, et les analystes OSINT et les journalistes citoyens ont diffusé les développements dans le monde entier.

De même, lorsque des soulèvements ont été réprimés par des États autoritaires, comme en Syrie et en Libye, le flux constant de photos, de vidéos et d'images satellite a permis des mises à jour en temps quasi réel depuis le terrain.

L'OSINT a depuis démontré sa valeur dans les enquêtes menées dans le monde entier. Bellingcat, un collectif de chercheurs indépendants et de journalistes citoyens, a révélé le rôle de la Russie dans le krach du [vol MH17](#) de la Malaysian Airlines au-dessus de l'Ukraine en 2014 en analysant les enregistrements d'appels et en identifiant les séparatistes soutenus par la Russie.

En 2017, Human Rights Watch a utilisé l'imagerie satellite pour documenter le [nettoyage ethnique](#) au Myanmar.

Plus récemment et avec des techniques similaires, l'équipe d'investigation visuelle du *New York Times* dit avoir découvert et exposé l'unité de l'armée russe responsable du meurtre de civils ukrainiens à Bucha.

La nature décentralisée du processus OSINT offre aux personnes marginalisées et opprimées – dans leur quête de vérité et de justice – une occasion potentiellement unique de remettre en question les récits présentés par les gouvernements et les médias grand public.

Cependant, alors que le partage de l'OSINT donne aux journalistes des informations inégalées sur le terrain et fournit aux militants de nouveaux outils de responsabilisation et de mobilisation, les régimes autoritaires ne tardent pas à mettre la main sur les nouvelles technologies pour leurs propres buts répressifs. La Palestine colonisée en est un exemple.

## L'OSINT en Palestine

### Un outil de libération

Le 11 mai 2022, les forces israéliennes ont assassiné la célèbre journaliste d'*Al Jazeera*, Shireen Abu Akleh, alors qu'elle effectuait un reportage sur leur raid dans la ville occupée de Jénine. La nouvelle de l'assassinat d'Abu Akleh, ainsi que les images du moment où les forces israéliennes ont ouvert le feu, se sont rapidement répandues sur les médias sociaux, suscitant le [choc et l'indignation](#) dans une région qui connaissait Abu Akleh comme un nom familier.



*Hommage à la journaliste palestinienne Shireen Abu Akleh, assassinée par les troupes israéliennes d'occupation – Photo : Mussa Qawasma*

Des témoins, dont des journalistes qui se trouvaient aux côtés d'Abu Akleh lorsqu'elle a été tuée, ont rapporté que les soldats israéliens les avaient pris pour cible malgré leurs gilets clairement marqués « PRESSE ».

Les autorités israéliennes d'occupation ont immédiatement nié toute responsabilité, le Premier ministre israélien de l'époque, Naftali Bennett, tentant de [rejeter la faute](#) sur des « Palestiniens armés ».

Alors que des témoins directs commençaient à témoigner et que des images de la fusillade circulaient sur les réseaux sociaux, les analystes OSINT du monde entier ont passé au peigne fin un déluge de preuves dans le but de demander des comptes aux assassins d'Abu Akleh.

En géolocalisant les positions exactes des soldats israéliens pendant le raid à l'aide d'images obtenues sur place, les enquêteurs de Bellingcat ont déterminé que la balle qui a tué Abu Akleh [avait été tirée](#) par un soldat israélien.

Le *New York Times*, qui s'est également appuyé sur une analyse spatiale, des témoignages et des photos pour exclure la possibilité d'accuser des combattants de la résistance palestinienne, est parvenu à la [même conclusion](#).

Un rapport conjoint d'Al Haq et de *Forensic Architecture* a encore validé ces récits en s'appuyant sur l'accès des communautés pour confirmer la [culpabilité](#) israélienne – une conclusion qui a depuis été corroborée par l'ONU, *Al Jazeera* et même l'armée israélienne, bien qu'à [contrecœur](#).

Avant la résurgence de l'OSINT, la reconnaissance de la vérité sur le meurtre d'Abu Akleh aurait dépendu des résultats d'une enquête israélienne sur sa propre armée. Aujourd'hui, l'OSINT offre aux Palestiniens un outil inestimable : l'enquête conjointe menée par des équipes OSINT du monde entier sur le meurtre d'Abu Akleh s'est avérée un exploit remarquable compte tenu des violations constantes des [droits numériques](#) des Palestiniens par Israël et de sa répression des groupes de défense des droits de l'homme.

Cependant, des problèmes flagrants continuent de mettre en péril le potentiel libérateur de l'OSINT.

Premièrement, l'enquête sur le meurtre d'Abu Akleh a montré que les Palestiniens continuent de dépendre en grande partie de la bonne volonté des analystes OSINT à l'étranger, qui bénéficient d'un accès illimité à l'infrastructure en ligne dont ils dépendent – une [infrastructure](#) souvent refusée aux Palestiniens.

Deuxièmement, les analystes OSINT israéliens tentent d'étouffer les efforts visant à faire éclater la vérité en se faisant les pourvoyeurs de la [hasbara](#) – la propagande de l'État israélien visant à dissimuler les crimes israéliens et à déformer la réalité de son occupation militaire et de ses politiques d'apartheid.

## **Un outil d'oppression**

Ces dernières années, des comptes OSINT anonymes tels que [Aurora Intel](#), [Israel Radar](#) et [ELINT News](#) ont acquis une grande popularité grâce à leur couverture des développements sécuritaires dans la Palestine colonisée et le Moyen-Orient élargi.

Parmi leurs adeptes, on trouve des journalistes, des analystes basés à Washington et des décideurs politiques qui citent et partagent régulièrement leurs messages à leurs audiences respectives.

Cependant, bon nombre de ces comptes s'appuient sur les informations fournies par l'armée israélienne, sans aucun esprit critique, en surestimant les actes de résistance armée des Palestiniens et en sous-estimant la violence structurelle israélienne, plus répandue.

Par conséquent, au lieu d'être les sources d'information objectives qu'ils prétendent être, ces comptes finissent par propager la *hasbara* israélienne, et déformer le récit public tout en couvrant les crimes de guerre du régime.

L'un des plus importants de ces comptes OSINT est [Aurora Intel](#). Fondé en octobre 2018, Aurora Intel prétend se consacrer à « fournir des nouvelles et des renseignements à jour aux masses. »

Depuis lors, trois contributeurs anonymes – « David », « Adam » et « Knish »- ont fourni une couverture quasi 24/7 de la Palestine colonisée et de la région depuis le Royaume-Uni, le Canada et Israël.

Lorsque le régime israélien a lancé son [assaut sur Gaza](#) à l'été 2022 – tuant au moins 49 Palestiniens, dont 17 enfants – Aurora Intel a rejoint le torrent de comptes OSINT diffusant des mises à jour sur les développements opérationnels en temps quasi réel.

[Emanuel Fabian](#), ancien analyste OSINT devenu journaliste au *Times of Israel*, est l'une des sources les plus fréquemment citées par Aurora Intel. Le 6 août 2022, Aurora Intel et Fabian ont [signalé simultanément](#) qu'une frappe aérienne dans le camp de réfugiés de Jabalia, à Gaza, avait tué quatre enfants.

Alors que la nouvelle de la frappe se répand et que l'indignation publique s'intensifie, les forces d'occupation israéliennes tentent immédiatement de se défaire de leur responsabilité.

Sans remettre en question ni vérifier la version israélienne, Aurora Intel et Fabian ont diffusé des images et des infographies produites par l'armée israélienne qui auraient montré des tirs de roquettes ratés par le mouvement palestinien du Jihad islamique comme preuve qu'Israël n'était pas à l'origine des victimes civiles.

Quelques jours plus tard, les forces d'occupation israéliennes ont [reconnu](#) leur responsabilité dans une autre frappe aérienne près de Jabalia, qui a tué cinq enfants palestiniens.

Cependant, ni Fabian ni Aurora Intel n'ont fait état de cette attaque, bien qu'ils aient précédemment partagé des renseignements militaires israéliens non confirmés qui attribuaient au Jihad islamique la responsabilité des pertes civiles.

Lorsqu'on lui a demandé pourquoi un crime de guerre potentiel reconnu par les responsables militaires israéliens ne méritait pas d'être mentionné, Fabian a [tergiversé](#), insistant sur le fait qu'il ne pouvait pas partager la nouvelle parce que l'événement était « toujours en cours d'investigation ».

Les rapports inexacts et biaisés que nous voyons de la part de comptes comme Aurora Intel et d'analystes comme Fabian ne sont pas une aberration. En fait, ils sont révélateurs d'un réseau plus large et organisé d'analystes OSINT israéliens et pro-israéliens qui fonctionnent comme des relais non critiques de la *hasbara* israélienne.

En amplifiant certaines histoires et en ignorant d'autres, en régurgitant les points de vue des militaires israéliens et en ignorant carrément les développements qui donnent une mauvaise image du régime israélien, ces analystes [blanchissent](#) en fait les crimes de guerre israéliens.

En outre, de nombreux comptes OSINT sont anonymes, ce qui empêche leurs adeptes de vérifier de manière indépendante leur expertise technique ou d'identifier les préjugés sous-jacents.

Il n'est donc pas surprenant que ces sources d'information ostensiblement impartiales ne contribuent pas à une compréhension plus globale des racines de la violence dans la Palestine colonisée, à savoir les systèmes imbriqués de colonisation, d'apartheid et d'occupation du régime israélien.

## Les Palestiniens sous occupation numérique

En théorie, les analystes palestiniens de l'OSINT devraient être en mesure de contrer les campagnes de désinformation israéliennes en présentant la vérité à une audience internationale. En effet, l'un des aspects les plus attractifs de l'OSINT est qu'il permet à presque toute personne disposant d'un accès à Internet, d'une connaissance de la situation et d'une formation aux techniques de recherche open source de participer à des processus collectifs de vérification des informations.

Mais pour les Palestiniens sous l'occupation militaire brutale du régime israélien, même la vie sur Internet se caractérise par une [surveillance étouffante](#) et des obstacles à l'accès.

En effet, le régime israélien a pris le [contrôle total](#) de l'infrastructure palestinienne des technologies de l'information et des communications dès 1967. Depuis lors, il contrôle la vie numérique en Palestine, empêchant l'accès à la technologie de réseau, refusant les demandes d'importation de nouveaux équipements de télécommunications et surveillant de près l'activité en ligne.

En plus de restreindre l'accès, le régime israélien détruit les infrastructures essentielles nécessaires aux ressources énergétiques de base, y compris l'électricité. En 2014, il a [bombardé](#) la seule centrale électrique en activité de Gaza, plongeant ses deux millions d'habitants dans une [crise énergétique](#) qui persiste à ce jour. Bien que la centrale ait été partiellement restaurée depuis, elle est incapable de fournir suffisamment d'énergie pour alimenter correctement l'enclave assiégée.



*Août 2014 – Bombardement israélien de l'université islamique à Gaza – Photo: via map.org.uk*

Sous le blocus paralysant et les tactiques de punition collective d'Israël, les Palestiniens de Gaza doivent faire face à des pannes d'électricité quotidiennes qui rendent souvent [impossible](#) de faire fonctionner les réfrigérateurs, et encore moins d'accéder à Internet pendant de longues périodes.

Lorsque les Palestiniens se connectent, les connexions Internet sont souvent terriblement lentes. En effet, les réseaux de télécommunications palestiniens en Cisjordanie ont du mal à suivre la 3G depuis 2018, tandis que Gaza dépend toujours d'un réseau 2G encore moins fiable.

En juillet 2022, le président américain Joe Biden a annoncé que la Maison Blanche travaillerait avec Israël pour apporter des [services 4G](#) en Cisjordanie et à Gaza en 2023.

Cependant, près d'un an depuis l'annonce, [aucun progrès](#) n'a été réalisé. Des vitesses de téléchargement lentes et des connexions Internet chaotiques obligent de nombreux Palestiniens à acheter des cartes SIM israéliennes pour accéder à des réseaux plus rapides.

Bien que cela améliore l'accès à Internet pour ceux qui en ont les moyens, cela ne fait qu'exposer les Palestiniens à une surveillance accrue de la part du régime israélien.

En fin de compte, sous l'occupation numérique d'Israël, les Palestiniens ne peuvent tout simplement pas participer à une révolution OSINT qui dépend entièrement d'un accès Internet fiable et rapide et de la libre circulation de l'information.

Qui plus est, les forces d'occupation israéliennes ciblent régulièrement les Palestiniens pour avoir enregistré et partagé des informations susceptibles de les impliquer dans des crimes de guerre ou des violations des droits de l'homme.

En novembre 2022, ils ont [tiré et tué](#) Mufid Khlayel alors qu'il filmait des soldats israéliens tirant à balles réelles sur des jeunes Palestiniens à Beit Ummar, dans le sud de la Cisjordanie.

Plus tard dans le mois, ils ont [arrêté](#) le militant palestinien Issa Amro qui avait publié des images montrant un soldat israélien jetant un militant israélien au sol et le frappant à plusieurs reprises au visage à al-Khalil (Hébron).

Et en mai 2021, Hazem Nasser, photjournaliste pour la chaîne de télévision palestinienne Falastin Al-Ghad, a été [interrogé et menacé](#) par des soldats israéliens pour avoir filmé des attaques de colons et des brutalités policières à Jérusalem.

Depuis 2020, Israël a [emprisonné](#) au moins 26 journalistes palestiniens dans toute la Cisjordanie, accusant nombre d'entre eux d'« incitation » pour avoir simplement documenté les événements dont ils étaient témoins.

L'année dernière, le nombre total de [prisonniers politiques](#) palestiniens a atteint le chiffre de 4.760. Beaucoup d'entre eux rapportent avoir été détenus et interrogés pour des publications telles que le partage de photos de Palestiniens tués par les forces israéliennes sur Facebook.

Bien que l'occupation numérique d'Israël n'ait pas réussi à dissuader les initiatives OSINT naissantes menées par les Palestiniens, elle a gravement entravé leurs capacités. Par exemple, à l'été 2021, l'organisation palestinienne de défense des droits de l'homme Al Haq a annoncé la création d'une unité d'enquête sur l'architecture médico-légale qui tire parti des techniques OSINT pour surveiller les violations des droits de l'homme par Israël.

Leur équipe a ensuite produit le [rapport](#) révolutionnaire susmentionné sur le meurtre de Shireen Abu Akleh qui a utilisé une analyse spéciale pour recréer efficacement le moment où les journalistes ont été pris sous le feu des forces israéliennes.

En août 2022, les forces d'occupation israéliennes ont envahi Ramallah à la faveur de la nuit et ont fait une [descente](#) dans les bureaux d'Al Haq, ainsi que de cinq autres organisations de défense des droits humains que l'ancien ministre israélien de la Défense Benny Gantz a qualifiées d'« organisations terroristes ».

Les États membres de l'UE, les experts de l'ONU et des dizaines d'organisations de défense des droits de l'homme ont [rejeté](#) les prétendues preuves qu'Israël a citées pour justifier les choix et les raids ; cependant, les forces d'occupation israéliennes ont redoublé de menaces contre les organisations de défense des droits de l'homme et leur personnel dans toute la Cisjordanie.

Sans surprise, plus ces organisations deviennent efficaces pour exposer les crimes israéliens, plus elles deviennent la cible des représailles israéliennes.

Le régime israélien n'est pas le seul à [censurer](#) les Palestiniens en ligne. Une enquête menée en septembre 2022 par [The Intercept](#) a révélé que Facebook et Instagram [bloquaient](#) ou restreignaient les publications et les comptes qui partageaient des images des frappes aériennes du régime israélien de mai 2021 sur Gaza et des attaques contre les Palestiniens en Cisjordanie.

Les entreprises de réseaux sociaux ont tenté de faire porter la censure de masse sur des problèmes des logiciels d'intelligence artificielle ; cependant, les militants ont souligné que Facebook modère régulièrement le contenu à la demande des gouvernements.

En fait, Israël a sa propre agence gouvernementale qui reçoit les demandes de censure. Son unité informatique, qui opère depuis le bureau de son procureur général, signale les publications sur les réseaux sociaux et demande leur suppression. Selon ses propres données, [90 % de ces demandes](#) sont accordées sur toutes les plateformes de réseaux sociaux.

De hauts responsables israéliens, dont l'ancien ministre de la Défense Gantz, sont allés jusqu'à [exhorter](#) personnellement les dirigeants de Meta et TikTok à modérer et à censurer le contenu des réseaux sociaux qui critique Israël.

Il est difficile de résister à la campagne coordonnée du régime israélien contre les réseaux sociaux et cette difficulté est exacerbée par la [complicité](#) des dirigeants palestiniens dans les violations numériques.

En conséquence, les Palestiniens ne peuvent ni exercer de pression juridique ou diplomatique sur les réseaux sociaux, ni développer de souveraineté sur leur [infrastructure](#) numérique. De plus, le secteur technologique hautement développé du régime israélien lui a conféré un précieux *soft power* et une relation inégalée avec les principaux géants des réseaux sociaux.

Cela signifie que les Palestiniens doivent à nouveau compter sur la communauté internationale pour tenir Israël responsable de la censure et des violations de la vie privée.

## Recommandations

- La montée de l'OSINT présente aux Palestiniens un dilemme unique. D'une part, il fournit des outils relativement accessibles et peu coûteux pour documenter la preuve des crimes de guerre du régime israélien et des violations des droits de l'homme qui, autrement, ne seraient pas signalés. D'un autre côté, les Palestiniens sont victimes de la technologie même dont ils espéraient qu'elle les aiderait. En obscurcissant activement les crimes de guerre israéliens et en alimentant des récits qui déforment la réalité de l'occupation israélienne, les analystes israéliens et leurs partisans ont coopté l'OSINT, le transformant d'un outil d'objectivité en un outil de distorsion. De plus, l'occupation numérique et la surveillance constante d'Israël empêchent souvent les Palestiniens de dissiper la désinformation israélienne.
- L'OSINT ne suffira pas à elle seule à mettre fin aux crimes de guerre et aux violations des droits de l'homme par Israël, ni à garantir l'obligation de rendre des comptes. Cependant, en exposant les crimes d'Israël au monde, l'OSINT peut être utilisé comme un outil libérateur dans la poursuite de la transparence, de la dissuasion et de la justice. Malgré les nombreux obstacles



qu'Israël a érigés, l'OSINT a déjà servi la cause palestinienne et ne fera que jouer un rôle de plus en plus important dans les efforts collectifs pour tenir Israël responsable. Cependant, sans efforts concertés de la communauté internationale, des entreprises technologiques et des militants pour garantir un accès égal à Internet, lutter contre la désinformation et défier la surveillance autoritaire, l'OSINT risque d'être plutôt utilisé comme outil d'oppression.

- Fondamentalement, les Palestiniens devraient pouvoir accéder à Internet de manière fiable où qu'ils se trouvent. Il n'existe actuellement aucun traité ou loi internationale qui proclame explicitement que l'accès à Internet fait partie des droits de l'homme. Pourtant, les États-Unis et plusieurs pays d'Europe ont des lois nationales qui le font. Les militants et les organisations des droits de l'homme, les dirigeants palestiniens et les États membres de l'ONU doivent soutenir l'établissement et la ratification officiels de lois internationalement reconnues, comme la [résolution de l'ONU de 2021](#) sur Internet, qui consacrent l'accès à Internet comme un droit de l'homme. Ils devraient tirer parti de ces lois comme cadre pour exiger que le régime israélien renonce à son contrôle sur l'infrastructure Internet palestinienne.
- En outre, Israël doit être tenu pour responsable d'avoir pris pour cible des reporters, des journalistes citoyens et des groupes de défense des droits de l'homme. Les militants aux États-Unis doivent contacter leurs représentants pour exiger l'[adoption de HR 9291](#), qui appelle à une enquête et à un rapport sur l'assassinat de Shireen Abu Akleh par Israël. Les électeurs de l'UE devraient également appeler leurs représentants à exiger qu'Israël cesse de cibler les organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme avec de fausses accusations de « terrorisme ». En l'absence d'action à cet égard au niveau de l'État, les défenseurs devraient coordonner leurs efforts avec des organisations telles que le [Comité pour la protection des journalistes](#) pour demander des comptes et préparer les journalistes palestiniens avec des outils de protection et des formations.

Enfin, il y a des mesures qui peuvent être prises immédiatement pour donner du pouvoir aux Palestiniens face au durcissement de l'occupation numérique par Israël.

- Les analystes palestiniens de l'OSINT et les journalistes citoyens devraient obtenir des financements et avoir accès à des formations sur la sécurité numérique qui leur permettront d'exploiter plus efficacement les méthodes de collecte de l'OSINT en faveur des droits de l'homme, tout en maintenant leur propre sûreté et sécurité. Des organismes comme [Bellingcat](#) et l'[Atlantic Council](#) offrent des cours gratuits ou à faible coût qui se sont avérés extrêmement précieux en tant que ressources fondamentales.
- Il faut également soutenir les initiatives OSINT dirigées par les Palestiniens, telles que l'unité [Forensic Architecture Investigation](#) créée par Al Haq avec un financement et des ressources supplémentaires.

Les applications émergentes comme [Sourceable](#) visent à doter les journalistes citoyens d'outils leur permettant de vérifier immédiatement les séquences, photographies et autres preuves open source afin de les connecter directement aux médias et aux organisations de défense des droits de l'homme du monde entier. Le déploiement de ces outils en Palestine améliorerait le flux d'informations, réduirait l'impact négatif de la désinformation et protégerait les journalistes citoyens palestiniens des représailles des forces du régime israélien.

Auteur : [Tariq Kenney-Shawa](#)



\* **Tariq Kenney-Shawa** est boursier d'Al-Shabaka pour la politique américaine. Il est titulaire d'une maîtrise en affaires internationales de l'université de Columbia et d'une licence en sciences politiques et études du Moyen-Orient de l'université Rutgers. Les recherches de Tariq se sont concentrées sur une série de sujets, allant du rôle de la narration dans la perpétuation et la résistance à l'occupation à l'analyse des stratégies de libération palestinienne. Ses travaux ont été publiés dans [+972 Magazine](#), [Newlines Magazine](#), le [Carnegie Council](#) et le [New Politics Journal](#), entre autres. Suivez Tariq sur [Twitter](#) et visitez son [site Web](#) pour découvrir d'autres de ses écrits et photographies.

9 mai 2023 – [Al-Shabaka](#) – Traduction : [ISM-France](#) & [Chronique de Palestine](#) – MR & Lotfallah